ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 19 août 1976, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "réorganisant le Commissariat général au tourisme", a donné le 18 octobre 1976 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 19e augustus 1976 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot reorganisatie van het Commissariaat-Generaal voor toerisme", heeft de 18e oktober 1976 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour objet de modifier :

1° l'arrêté royal du 12 septembre 1963 réorganisant le Commissariat général au tourisme;

2° l'arrêté royal du 17 juillet 1964 relatif au statut d'établissements hôteliers;

3° l'arrêté royal du 30 juin 1966 relatif au statut des agences de voyages;

4° l'arrêté royal du 14 février 1967 réglant l'octroi de subventions de propagande touristique;

5° l'arrêté royal du 14 février 1967 déterminant les conditions d'octroi des subventions allouées par l'Etat pour le développement de l'équipement touristique.

Il prévoit, d'une part, la création, au sein du Commissariat général au tourisme, d'une "cellule centrale" dirigée par le commissaire général au tourisme et de deux "cellules" dirigées respectivement par un commissaire au tourisme pour la Communauté culturelle française et pour la Communauté culturelle allemande et par un commissaire au tourisme pour la Communauté culturelle néerlandaise.

Il prévoit, d'autre part, le remplacement des deux conseils régionaux du tourisme par deux comités consultatifs du tourisme dont il règle la composition.

.../...

Les modifications aux arrêtés mentionnés ci-dessus (2° à 5°) sont la conséquence de la première de ces modifications.

*

* *

OBSERVATIONS GENERALES.

I. Selon l'article 2, alinéa 1er, 10° de la loi du 21 juillet 1971, les loisirs et le tourisme sont des matières culturelles qui relèvent dès lors de la compétence des conseils culturels aux termes de l'article 59bis, § 2, 1° de la Constitution. Cette compétence comprend, en vertu de l'article 2, alinéa 2, de la loi précitée "le pouvoir d'adopter des décrets relatifs à l'infrastructure".

En outre, l'article 22, 1° de la loi du 3 juillet 1971 dispose que dans les limites de leur compétence les conseils culturels peuvent "fixer le statut des membres du personnel des administrations et services de l'Etat ne relevant pas de l'administration générale ainsi que des services qu'ils créent; ils peuvent également autoriser le Roi à fixer ce statut".

La volonté expresse du législateur a donc été de donner aux conseils culturels une compétence qui s'étend jusqu'à l'"infrastructure" nécessaire à l'exercice des activités relatives aux matières énumérées; la compétence attribuée aux conseils culturels habilite, dès lors, ces derniers à prendre des décisions qui, en elles-mêmes, n'ont pas directement trait à une activité culturelle mais qui créent des moyens en vue de favoriser le développement d'une telle activité. Il a par là voulu éviter que,

.../...

selon les aspects des divers actes qui participent à la réalisation d'une même oeuvre culturelle, la compétence soit éparpillée entre le législateur national et le législateur culturel.

Il ressort toutefois des travaux préparatoires des lois des 3 juillet et 21 juillet 1971 que dans l'intention du législateur la compétence ratione materiae des conseils culturels ne s'étend pas à ce que l'on a appelé les "matières mixtes" où les "aspects non culturels" sont prépondérants. (Voir notamment P. WIGNY - La troisième révision de la Constitution 1972, p. 143; TINDEMANS - L'autonomie culturelle 1971, p. 31, Annales parlementaires - Sénat - 8 juillet 1971, p. 2379, Annales parlementaires n° 105 - Chambre - 16 juillet 1971, p. 7).

M. TINDEMANS note à ce propos que "De telles nuances, différant d'ailleurs selon la matière en cause, ne semblaient pas susceptibles de faire l'objet d'une définition générale" et qu'il fût proposé de faire état des nuances nécessaires dans le rapport de la Commission, étant entendu que "celui-ci pourrait servir en quelque sorte de guide ou de fil conducteur" (op.cit. pp. 31 et 32).

Des exemples cités dans les travaux préparatoires il semble bien qu'il faille entendre par aspects non culturels d'une matière, ceux qui sont étrangers à l'essence même de l'activité culturelle ou qui échappent par leur nature même à la compétence exclusive des conseils culturels.

.../...

En ce qui concerne le tourisme, répondant à la question de savoir si les conseils culturels pourraient accorder des aides à des entreprises hôtelières situées dans des régions déprimées, le Ministre a estimé que "le problème est plus économique que culturel" (Doc. parl. Chambre 1970-1971, n° 1053/4, p. 9).

On peut en déduire que dans la pensée du constituant et du législateur le tourisme a plusieurs aspects, certains étant culturels, d'autres étant, notamment, économiques.

Le Commissariat général au tourisme a été créé et organisé par le Roi agissant en vertu des pouvoirs qu'Il tient de l'article 29 de la Constitution. Toutefois, certaines attributions lui ont été conférées notamment par la loi du 19 février 1963 portant statut d'établissements hôteliers et par la loi du 21 avril 1965 portant statut des agences de voyages. Ces attributions ont pour objet des matières qui relèvent du tourisme à certains égards mais dont le caractère économique paraît prépondérant.

C'est à la lumière des considérations qui précèdent qu'il convient d'examiner les dispositions du projet.

*

On peut admettre, notamment en raison de l'attribution au Commissariat général de missions autres que culturelles que le Roi peut, en l'absence d'une habilitation qui Lui serait donnée par décret, modifier l'organisation de ce Commissariat en créant les trois "cellules" prévues à l'article 1er du projet.

.../...

Par contre la disposition de l'alinéa 2 du même article chargeant le Ministre ayant le tourisme dans ses attributions de déterminer la compétence de la cellule centrale et des autres cellules ne serait à l'abri d'une critique de légalité que si ce pouvoir a pour objet les attributions non culturelles du Commissariat. Les attributions de ce dernier en matière de tourisme sous ses aspects culturels doivent nécessairement être réparties conformément aux principes qui déterminent la compétence ratione loci des Conseils culturels des Communautés française et néerlandaise et aux règles particulières qui régissent la compétence du Conseil culturel de la Communauté allemande.

*

II. Selon le projet, le Comité consultatif du tourisme pour la Communauté culturelle française et pour la Communauté culturelle allemande serait composé, notamment, de deux membres désignés par le Conseil culturel de la Communauté culturelle française, d'un membre désigné par le Conseil culturel de la Communauté culturelle allemande et d'un membre désigné par la commission de la culture de l'agglomération à laquelle appartient la capitale du Royaume.

Le Comité consultatif du tourisme pour la Communauté culturelle néerlandaise serait composé, notamment, de deux membres désignés par le Conseil culturel de la Communauté culturelle néerlandaise et d'un membre désigné par la commission de la culture de l'agglomération à laquelle appartient la capitale du Royaume.

.../...

Le Roi imposerait ainsi aux conseils culturels et aux commissions de la culture de l'agglomération bruxelloise l'obligation de désigner certains membres des comités consultatifs du tourisme.

1. En ce qui concerne les commissions de la culture de l'agglomération bruxelloise, le projet ne soulève pas de difficulté. L'article 108ter, § 6, de la Constitution dispose, en effet, que les commissions française et néerlandaise de la culture "accomplissent également les missions dont elles sont chargées par le pouvoir législatif, les conseils culturels ou le Gouvernement".

2. En ce qui concerne le Conseil de la Communauté culturelle allemande, l'article 59ter, alinéa 2, de la Constitution dispose que la loi détermine sa composition et sa compétence. En vertu de la loi du 10 juillet 1973 relative au Conseil de la Communauté culturelle allemande, la compétence du conseil est soit consultative dans les matières énumérées dans les articles 28 et 29, soit réglementaire dans les matières et sous les conditions déterminées par les articles 30 et 31.

Il n'appartient pas au Roi agissant en vertu des pouvoirs qu'Il tient de l'article 29 de la Constitution, de modifier les attributions légales d'une institution en chargeant celle-ci d'une mission supplémentaire.

.../...

Il faut, toutefois, relever que le projet a été soumis, en application de l'article 29 de la loi du 10 juillet 1973, à l'avis du Conseil de la Communauté culturelle allemande et que celui-ci a émis un avis favorable. Il n'apparaît pas que cette circonstance puisse justifier l'extension de la mission légale du conseil par un arrêté royal.

3. Les conseils culturels sont des institutions législatives créées par l'article 59bis de la Constitution. A défaut d'une disposition législative ou décrétale le prévoyant expressément, il n'appartient pas au Roi d'imposer aux conseils culturels d'intervenir dans l'organisation du Commissariat général au tourisme.

En conclusion, les dispositions du projet qui prévoient la désignation, par les conseils culturels et par le Conseil de la Communauté culturelle allemande, de membres des comités consultatifs du tourisme, manquent de fondement légal.

*

III. Le projet, et notamment son article 1er, a pour objet de modifier l'organisation du Commissariat général au tourisme pour l'exercice des attributions de ce Commissariat, telles qu'elles sont énumérées à l'article 1er de l'arrêté royal du 12 septembre 1963.

.../...

Ce dernier article a pour objet de définir l'ensemble des missions du Commissariat, lesquelles ont, au premier chef, un caractère culturel.

Il convient donc que le projet soit également proposé et contresigné par les deux Ministres de la Culture.

*

* *

EXAMEN DU TEXTE.

Etant donné le nombre réduit de dispositions contenues dans le projet, il est proposé de remplacer la division en titres par une division en chapitres.

*

PREAMBULE.

Au huitième alinéa, l'arrêté royal du 15 mai 1975 n'ayant pas modifié l'arrêté royal du 17 juillet 1964, sa mention doit être omise.

Le neuvième alinéa devrait être rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 30 juin 1966 relatif au statut des agences de voyages, modifié par les arrêtés royaux des 3 novembre 1972, 25 juillet 1974 et 1er février 1975;".

.../...

DISPOSITIF.

Article 1er.

La phrase liminaire de cet article devrait être rédigée comme suit :

"Un article 1erbis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal du 12 septembre 1963 réorganisant le Commissariat général au Tourisme :".

Les dénominations de "cellule centrale" et "cellule" sont étrangères à l'organisation administrative belge et ne semblent pas s'imposer en raison du caractère spécifique de l'organisation du Commissariat général au tourisme. Il est, dès lors, proposé de remplacer dans cet article les mots "cellule centrale" et "cellule" par "service (ou direction) général" et "service (ou direction)".

Les mots "par un commissaire au tourisme" doivent être remplacés par "par le commissaire au tourisme".

Article 3.

Il conviendrait de rédiger comme suit la phrase liminaire de cet article :

"Les articles 5 et 6 du même arrêté sont remplacés par les dispositions suivantes : ...".

.../...

Article 4.

La phrase liminaire de cet article devrait être rédigée comme suit :

"Dans l'article 8 du même arrêté, l'alinéa 1er, 2°, et l'alinéa 4 sont remplacés respectivement par les dispositions suivantes : ...".

Article 5.

Le début de cet article devrait être rédigé comme suit :

"A l'article 10, 3°, du même arrêté, les mots ...".

Article 6.

Le début de cet article devrait être rédigé comme suit :

"Aux articles 11 et 15 du même arrêté, les mots ...".

Article 7.

La phrase liminaire de cet article devrait être rédigée comme suit :

"L'article 12 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante : ...".

.../...

Article 8.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 8.-

Dans les articles 11, alinéas 1er et 3, 12, alinéa 1er, 14, 15, §§ 1er et 2, 17, 18, 20, 21 et 22 de l'arrêté royal du 17 juillet 1964 relatif au statut d'établissements hôteliers, les mots "commissaire général au tourisme" sont remplacés par les mots "commissaire au tourisme compétent".

Dans les articles 9, 10, 11 et 12 les mots "commissaire général au tourisme" doivent également être remplacés par "commissaire au tourisme compétent".

Article 9.

L'arrêté royal du 30 juin 1966 a été modifié par l'arrêté royal du 1er février 1975 qui, notamment, y a inséré un article 8bis et a modifié les articles 15, 19, 25 et 26 cités au projet.

L'article 9 du projet doit, dès lors, être rédigé comme suit :

"Article 9.-

Dans les articles 8bis, 13, 14, §§ 2 et 3, 15, 18, §§ 1er et 2, 19, 20, 25, 26, §§ 1er, 2 et 3, 30, 31, § 1er, 1° et 2°, et 32 de l'arrêté royal du 30 juin 1966 relatif au statut des agences de voyages, modifié par l'arrêté royal du 1er février 1975, les mots "commissaire général au tourisme" sont remplacés par les mots "commissaire au tourisme compétent".

.../...

Article 10.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 10.-

Dans les articles 2, 5 et 7 de l'arrêté royal du 14 février 1967 réglant l'octroi de subventions de propagande touristique, les mots ... (comme au projet)".

Article 11.

Le début de cet article devrait être rédigé comme suit :

"Dans l'article 6 du même arrêté, les mots ... (comme au projet)".

Article 12.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 12.-

Dans les article 3, 1° et 4° de l'arrêté royal du 14 février 1967 déterminant les conditions d'octroi des subventions allouées par l'Etat pour le développement de l'équipement touristique, les mots ... (comme au projet)".

.../...

Article 13.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 13.-

Les attributions conférées aux commissaires au tourisme par le présent arrêté sont exercées par les commissaires généraux adjoints au tourisme jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal modifiant le cadre du personnel du Commissariat général au tourisme".

---

Het ontwerp strekt tot wijziging van :

1° het koninklijk besluit van 12 september 1963 tot reorganisatie van het Commissariaat-Generaal voor toerisme;

2° het koninklijk besluit van 17 juli 1964 betreffende het statuut van hotelinrichtingen;

3° het koninklijk besluit van 30 juni 1966 betreffende het statuut der reisbureaus;

4° het koninklijk besluit van 14 februari 1967 tot regeling van de toekenning van subsidies voor toeristische propaganda;

5° het koninklijk besluit van 14 februari 1967 tot vaststelling van de toekenningsvoorwaarden van de subsidies door de Staat verleend voor de ontwikkeling van de toeristische uitrusting.

Het voorziet enerzijds in de oprichting, bij het Commissariaat-Generaal voor toerisme, van een "centrale kern" onder leiding van de commissaris-generaal voor toerisme, en van twee "kernen", onderscheidenlijk onder leiding van een commissaris voor toerisme voor de Nederlandse Cultuurgemeenschap en van een commissaris voor toerisme voor de Franse en voor de Duitse Cultuurgemeenschap.

.../...

Anderzijds vervangt het de twee gewestelijke raden voor toerisme door twee comités van advies inzake toerisme, waarvan het de samenstelling bepaalt.

Dat de hiervoren (2° tot 5°) vermelde besluiten worden gewijzigd, is het gevolg van de eerste van die wijzigingen.

*

* *

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. Volgens artikel 2, eerste lid, 10°, van de wet van 21 juli 1971 zijn vrijetijdsbesteding en toerisme culturele aangelegenheden, die derhalve luidens artikel 59bis, § 2, 1°, van de Grondwet tot de bevoegdheid van de cultuurraden behoren. Die bevoegdheid omvat krachtens artikel 2, tweede lid, van de genoemde wet "het recht om decreten betreffende de infrastructuur te nemen".

Bovendien bepaalt artikel 22, 1°, van de wet van 3 juli 1971 dat de cultuurraden binnen de perken van hun bevoegdheid kunnen vaststellen het statuut "van de personeelsleden van de Rijksbesturen en Rijksdiensten die niet tot het algemeen bestuur behoren alsmede van de openbare diensten, die zij oprichten; zij kunnen eveneens de Koning machtigen dit te doen".

.../...

Het is dus de uitdrukkelijke wil van de wetgever geweest, aan de cultuurraden een bevoegdheid te verlenen die reikt tot de "infrastructuur" die nodig is voor het uitoefenen van de werkzaamheden in verband met de genoemde aangelegenheden; op grond van de hun verleende bevoegdheid kunnen de cultuurraden derhalve beslissingen nemen die op zichzelf niet rechtstreeks verband houden met een culturele werkzaamheid, maar middelen verschaffen om tot de ontplooiing van een zodanige werkzaamheid bij te dragen. Daarmee heeft de wetgever willen voorkomen dat de bevoegdheid wordt versnipperd tussen de nationale en de culturele wetgever, al naar het aspect van de diverse handelingen die bijdragen tot het verwezenlijken van eenzelfde cultureel werk.

Uit de parlementaire voorbereiding van de wetten van 3 juli en 21 juli 1971 blijkt echter dat de wetgever het zo heeft gezien, dat de bevoegdheid ratione materiae van de cultuurraden zich niet uitstrekt tot hetgeen men genoemd heeft de gemengde materies waarin de niet-culturele aspecten overwegen (zie onder meer P. WIGNY - La troisième révision de la Constitution 1972, blz. 143; TINDEMANS - De culturele autonomie 1971, blz. 31; Handelingen - Senaat - 8 juli 1971, blz. 2379; Handelingen nr. 105 - Kamer - 16 juli 1971, blz. 7).

.../...

Hieromtrent schrijft TINDEMANS : "Zulke nuancering die verschilt van materie tot materie leek echter niet in een algemene bepaling te kunnen worden geformuleerd. Daarom werd voorgesteld in het verslag van de Commissie de nodige nuances te vermelden zodat zulks als een leidraad zou kunnen dienen voor de toekomst" (cfr. cit. blz. 32).

De voorbeelden die in de parlementaire voorbereiding aangehaald zijn, schijnen er wel op te wijzen dat met niet-culturele aspecten van een aangelegenheid worden bedoeld die aspecten welke niets uit te staan hebben met het wezen zelf van de culturele werkzaamheid of die door hun aard zelf buiten de uitsluitende bevoegdheid van de cultuurraden blijven.

Wat het toerisme betreft heeft de Minister in zijn antwoord op de vraag of de cultuurraden steun zouden kunnen verlenen aan hotelbedrijven die gelegen zijn in streken die minder welvarend zijn, als zijn mening te kennen gegeven dat "het probleem eerder van economische dan van culturele aard is" (Gedr. St., Kamer, 1970-1971, nr. 1053/4, blz. 9).

Daaruit kan worden afgeleid dat de grondwetgever en de wetgever ervan uitgaan dat aan het toerisme verschillende aspecten vastzitten, de ene van culturele, andere onder meer van economische aard.

Het Commissariaat-Generaal voor toerisme is opgericht en georganiseerd door de Koning, handelend

.../...

op grond van de machten welke artikel 29 van de Grondwet hem verleent. Een aantal bevoegdheden ontleent hij evenwel onder meer aan de wet van 19 februari 1963 houdende statuut van hotelinrichtingen en aan de wet van 21 april 1965 houdende het statuut van de reisbureaus. Die bevoegdheden hebben betrekking op aangelegenheden die in bepaalde opzichten onder het toerisme ressorteren maar overwegend economische aangelegenheden blijken te zijn.

Met dit alles dient rekening te worden gehouden bij het onderzoek van de bepalingen van het ontwerp.

*

Onder meer omdat aan het Commissariaat-Generaal ook andere dan culturele taken zijn opgedragen, kan worden aangenomen dat de Koning, zonder dat Hij daartoe bij decreet wordt gemachtigd, de organisatie van dat Commissariaat kan wijzigen door het oprichten van de drie in artikel 1 van het ontwerp bedoelde "kernen".

Daarentegen kan de bepaling van het tweede lid van hetzelfde artikel, volgens welke de Minister tot wiens bevoegdheid het toerisme behoort, de bevoegdheid van de centrale kern en van de andere kernen bepaalt, uit een oogpunt van wettigheid alleen veilig zijn als die bevoegdheid slaat op de niet-culturele

.../...

bevoegdheden van het Commissariaat. De bevoegdheden van dit Commissariaat inzake de culturele aspecten van het toerisme moeten noodzakelijk verdeeld worden overeenkomstig de beginselen die bepalend zijn voor de bevoegdheid ratione loci van de cultuurraden voor de Nederlandse en voor de Franse Cultuurgemeenschap, en overeenkomstig de bijzondere regelen betreffende de bevoegdheid van de Raad van de Duitse Cultuurgemeenschap.

*

II. Volgens het ontwerp zou het Comité van advies inzake toerisme voor de Franse en voor de Duitse Cultuurgemeenschap onder meer bestaan uit twee door de Cultuurraad voor de Franse Cultuurgemeenschap aangewezen leden, een door de Raad van de Duitse Cultuurgemeenschap aangewezen lid, en een lid dat aangewezen is door de Franse Commissie voor de cultuur van de agglomeratie waartoe de hoofdstad van het Koninkrijk behoort.

Het Comité van advies inzake toerisme voor de Nederlandse Cultuurgemeenschap zou onder meer bestaan uit twee door de Cultuurraad voor de Nederlandse Cultuurgemeenschap aangewezen leden en een lid dat aangewezen is door de Nederlandse Commissie voor de cultuur van de agglomeratie waartoe de hoofdstad van het Koninkrijk behoort.

De Koning zou dus aan de cultuurraden en aan de commissies voor de cultuur van de Brusselse agglomeratie de verplichting opleggen om sommige leden van de comités van advies inzake toerisme aan te wijzen.

.../...

1. Wat de commissies voor de cultuur van de Brusselse agglomeratie betreft, levert het ontwerp geen moeilijkheden op. Artikel 108ter, § 6, van de Grondwet bepaalt immers dat de Nederlandse en de Franse Commissie voor de cultuur eveneens de taken vervullen "waarmee zij door de wetgevende macht, de cultuurraden of de Regering worden belast".

2. Wat de Raad van de Duitse Cultuurgemeenschap betreft, stelt artikel 59ter, tweede lid, van de Grondwet dat de wet zijn samenstelling en zijn bevoegdheid bepaalt. Krachtens de wet van 10 juli 1973 betreffende de Raad van de Duitse Cultuurgemeenschap is de bevoegdheid van de Raad ofwel adviserend - in de aangelegenheden genoemd in de artikelen 28 en 29 -, ofwel verordenend - in de aangelegenheden en onder de voorwaarden bepaald in de artikelen 30 en 31.

Het komt de Koning niet toe op grond van de machten welke Hij aan artikel 29 van de Grondwet ontleent de wettelijke bevoegdheden van een instelling te wijzigen door haar met een bijkomende taak te belasten.

Toch moet erop worden gewezen dat over het ontwerp, overeenkomstig artikel 29 van de wet van 10 juli 1973, het advies van de Raad van de Duitse Cultuurgemeenschap is gevraagd en dat dit advies gunstig was. Die omstandigheid wettigt niet dat de wettelijke taak van de Raad door middel van een koninklijk besluit wordt uitgebreid.

.../...

3. De cultuurraden zijn wetgevende instellingen die zijn opgericht in artikel 59bis van de Grondwet. Daar geen wets- of decreetbepaling er uitdrukkelijk in voorziet, komt het de Koning niet toe de cultuurraden te gelasten bij te dragen tot het organiseren van het Commissariaat-Generaal voor toerisme.

Concluderend kan worden gesteld dat de bepalingen van het ontwerp volgens welke de cultuurraden en de Raad van de Duitse Cultuurgemeenschap leden van de comités van advies inzake toerisme aanwijzen, geen rechtsgrond hebben.

*

III. Het ontwerp, inzonderheid artikel 1, heeft tot doel de organisatie van het Commissariaat-Generaal voor toerisme te wijzigen wat betreft de uitoefening van de bevoegdheden van dat Commissariaat zoals die zijn opgesomd in artikel 1 van het koninklijk besluit van 12 september 1963.

Laatstgenoemd artikel bedoelt een omschrijving te geven van het geheel van de taken van het Commissariaat, en dat zijn in de eerste plaats culturele taken.

Het ontwerp behoort derhalve ook door beide Ministers van Cultuur voorgedragen en medeondertekend te worden.

*

* *

.../...

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Het ontwerp bevat niet zoveel bepalingen, dat een onderverdeling in titels noodzakelijk is. Met hoofdstukken kan worden volstaan.

*

AANHEF.

In het achtste lid moet de vermelding van het koninklijk besluit van 15 mei 1975 vervallen, want het heeft het koninklijk besluit van 17 juli 1964 niet gewijzigd.

Het negende lid moet als volgt worden geredigeerd :

"Gelet op het koninklijk besluit van 30 juni 1966 betreffende het statuut der reisbureaus, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 november 1972, 25 juli 1974 en 1 februari 1975;".

ARTIKELEN.

Artikel 1.

De inleidende volzin van dit artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"In het koninklijk besluit van 12 september 1963 tot reorganisatie van het Commissariaat-Generaal voor toerisme wordt een artikel 1bis ingevoegd, luidend als volgt :".

.../...

De benamingen "centrale kern" en "kern" behoren niet thuis in de Belgische bestuursorganisatie, en het lijkt ook niet zo te zijn dat het eigen karakter van de organisatie van het Commissariaat-Generaal voor toerisme ze onmisbaar maakt. Derhalve wordt voorgesteld in dit artikel de woorden "centrale kern" en "kern" te vervangen door "algemene dienst (algemene directie)" en "dienst (of directie)".

De woorden "een commissaris voor toerisme" moeten worden vervangen door "de commissaris voor toerisme".

Artikel 3.

De inleidende volzin van dit artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"De artikelen 5 en 6 van hetzelfde besluit worden door de volgende bepalingen vervangen : ...".

Artikel 4.

De inleidende volzin van dit artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"In artikel 8 van hetzelfde besluit worden het eerste lid, 2°, en het vierde lid onderscheidenlijk door de volgende bepalingen vervangen : ...".

.../...

Artikel 5.

Dit artikel zou als volgt moeten beginnen :

"In artikel 10, 3°, van hetzelfde besluit worden de woorden ...".

Artikel 6.

Dit artikel zou als volgt moeten beginnen :

"In de artikelen 11 en 15 van hetzelfde besluit worden de woorden ...".

Artikel 7.

De inleidende volzin van dit artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen : ...".

Artikel 8.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 8.-

In de artikelen 11, eerste en derde lid, 12, eerste lid, 14, 15, §§ 1 en 2, 17, 18, 20, 21 en 22 van het koninklijk besluit van 17 juli 1964 betreffende het statuut van

.../...

hotelinrichtingen worden de woorden "commissaris-generaal voor toerisme" vervangen door de woorden "bevoegde commissaris voor toerisme".

In de artikelen 9, 10 en 12 moeten de woorden "commissaris-generaal voor toerisme" eveneens worden vervangen door "bevoegde commissaris voor toerisme".

Artikel 9.

Het koninklijk besluit van 30 juni 1966 is gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 februari 1975, dat er onder meer een artikel j8bis ingevoegd heeft en de in het ontwerp vermelde artikelen 15, 19, 25 en 26 gewijzigd heeft.

Artikel 9 van het ontwerp moet derhalve als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 9.-

In de artikelen 8bis, 13, 14, §§ 2 en 3, 15, 18, §§ 1 en 2, 19, 20, 25, 26, §§ 1, 2 en 3, 30, 31, § 1, 1° en 2°, en 32 van het koninklijk besluit van 30 juni 1966 betreffende het statuut der reisbureaus, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 februari 1975, worden de woorden "commissaris-generaal voor toerisme" vervangen door de woorden "bevoegde commissaris voor toerisme".

Artikel 10.

Dit artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

.../...

"Artikel 10.-

In de artikelen 2, 5 en 7 van het koninklijk besluit van 14 februari 1967 tot regeling van de toekenning van subsidies voor toeristische propaganda worden de woorden ... (zoals in het ontwerp)".

Artikel 11.

Dit artikel zou als volgt moeten beginnen :

"In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de woorden ... (zoals in het ontwerp)".

Artikel 12.

Dit artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 12.-

In de artikelen 3, 4 en 4 van het koninklijk besluit van 14 februari 1967 tot vaststelling van de toekenningsvoorwaarden van de subsidies door de Staat verleend voor de ontwikkeling van de toeristische uitrusting worden de woorden ... (zoals in het ontwerp)".

Artikel 13.

Dit artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 13.-

De bevoegdheden welke dit besluit aan de commissarissen voor toerisme verleent, worden door de adjunct-commissarissen-generaal voor toerisme uitgeoefend tot de dag waarop het

.../..

koninklijk besluit tot wijziging van de personeelsformatie van het Commissariaat-Generaal voor toerisme in werking treedt".

---

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président,
de Heren : voorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,

C. DESCHAMPS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. MASQUELIN.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. MASQUELIN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. MASQUELIN.